COMMUNIQUE

**Baccalauréat professionnel en 3 ans :
où l'on reparle de l'UIMM***

En décembre 2001, Jack LANG et l'UIMM ont signé une convention mettant, à titre expérimental, les centres de formation de l'UIMM en capacité de faire passer des baccalauréats professionnels en 3 ans au lieu de 4, comme le prévoit la législation qui a institué le bac pro. Une circulaire, qui n'a jamais été publiée, a été adressée aux recteurs leur enjoignant d'appliquer la convention. Cette convention devait s'appliquer dès la rentrée 2002 pour une première session en 2005 et prévoyait qu'à l'issue de la troisième session, celle de 2007, une évaluation de l'expérimentation serait faite pour valider ou non la poursuite du bac pro en 3 ans.

Aucune évaluation n'a été faite. Cependant, à la rentrée 2007, la préparation des bacs pro 3 ans a été étendue à toute l'Education Nationale, filières tertiaires comprises, en toute illégalité !

De décembre 2001 à la rentrée 2007, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts ; et, concernant la convention Education Nationale-UIMM et sa pseudo-circulaire d'application, beaucoup de choses sont advenues.

- 1- A la rentrée 2002, Luc FERRY étant en charge de l'Education Nationale, le SNETAA a, devant le Conseil d'Etat, introduit un recours de suspension immédiate de la convention et attaqué sur le fond ce texte et sa pseudo-circulaire d'application.
- 2- La demande de suspension a été rejetée ;
- 3- **Mais pas la demande sur le fond qui a abouti, le 11 juin 2004, à l'annulation de la circulaire aux recteurs et à la condamnation d'avoir à payer au SNETAA 1500 €**

Faisant fi de l'ordonnance du Conseil d'Etat, François FILLON, ministre de l'Education Nationale et Jean-Pierre RAFFARIN, Premier Ministre, ont cosigné le 30 juin le décret n° 2004-659 portant sur les « *dispositions spécifiques relatives à la préparation du baccalauréat* » et autorisant la poursuite de l'expérimentation du bac pro 3 ans ... Cas d'école que ce contournement par le condamné de sa condamnation !!!

Il y a donc eu, à l'Education Nationale et au bénéfice de l'UIMM, depuis 2001, toute une série de coups de force feutrés pour **imposer de fait la casse du BEP****, diplôme de niveau V que refuse de reconnaître l'UIMM, **et celle du bac pro 4 ans**, seul défini par la loi (2 années de BEP, suivies de deux années de préparation au baccalauréat).

Après LANG, FERRY, FILLON, DE ROBIEN, le nouveau ministre de l'Education Nationale, Xavier DARCOS, laisse l'UIMM imposer son *Diktat* à l'Ecole de la République, en dépit de l'opposition de l'Inspection Générale, et alors que le CSE*** et la commission des lycées, enfin consultés, n'ont toujours pas donné leur avis.

Le SNETAA, cette fois, reste muet et rejoint ainsi la cohorte syndicale de ceux qui ne disant mot consentent.

Pour sa part, le SNCA e.i.L. Convergence va interpellier le Ministre de l'Education Nationale et étudier les voies de recours contre cette attaque patronale visant à détruire la laïcité et à inféoder l'institution scolaire publique à des intérêts très particuliers et très privés.

Draveil, le 6 novembre 2007

**Union des Industries et Métiers de la Métallurgie*

***Brevet d'Etude Professionnelle*

****Conseil Supérieur de l'Education*